

José Marchena (1768-1821) et la Révolution française : un parcours et un projet politiques pour la création d'une nation espagnole souveraine.

Stéphane Tartier
(Université de Nantes)

Introduction

Le présent article a été réalisé dans le cadre de la préparation d'une thèse de doctorat au CRINI, intitulée « José Marchena (1768-1821) et la Révolution française : un parcours et un projet politiques pour la création d'une Nation espagnole souveraine », sous la direction de Mme le professeur Martínez-Vasseur. Il a d'abord pour objectif d'en présenter synthétiquement le contenu et les objectifs. Mais, puisque il s'agit aussi d'une contribution à une journée d'étude entre doctorants, une large part sera consacrée aux méthodes utilisées dans ce travail de recherche, ainsi qu'aux difficultés rencontrées et aux stratégies mise en œuvre pour les surmonter.

I Présentation de la thèse

1) José Marchena, parcours biographique.

José Marchena, auteur et homme politique espagnol, contemporain et acteur de la période révolutionnaire en Europe (1768-1821), offre à travers son œuvre un écho des débats politiques et de la profonde crise identitaire que traverse l'Espagne à cette époque. La pensée politique de Marchena constitue en effet une remise en cause complète du modèle espagnol. Marchena explore, au gré de ses lectures et de ses rencontres, au fil de ses différents engagements et de ses voyages successifs, le chemin politique qui, espère-t-il, amènera l'Espagne à devenir une nation européenne moderne et souveraine.

Ses premiers articles connus en Espagne, paraissent dans les dernières années du règne de Charles III sous forme de discours, qu'il publie dans *El Observador*, périodique hebdomadaire, et qui finira par être censuré en 1787. *El Observador* s'inscrit dans un courant satirique, matérialiste, et « costumbriste », avec une pointe de littérature fantastique dans la veine de Voltaire. Globalement, ses textes sont une remise en cause de l'Espagne d'Ancien régime sur les plans à la fois politique, religieux et culturel.

En 1792, Marchena part pour la France, ne s'estimant plus en sécurité en Espagne à cause de ses idées et brûlant de participer à la révolution en cours dans le pays voisin. Il travaille alors pour le ministère des affaires étrangères français. La France vient de suspendre son roi et s'apprête à se doter d'une nouvelle constitution, républicaine. Elle fait la guerre aux monarchies européennes, elle veut étendre la Révolution hors de ses frontières, libérer les peuples opprimés. Marchena collabore activement à cette propagande, son objectif est naturellement de convertir l'Espagne (avec laquelle la France est encore en paix) aux idéaux

révolutionnaires. Il rédige par exemple un discours intitulé *A la Nación española* (octobre 1792) à l'attention de ses compatriotes dans lequel il leur vante les nombreux mérites de la Révolution et les incite à changer l'ordre des choses en Espagne.

Mais, avec la chute des Girondins pour lesquels il avait pris parti et l'arrivée de Robespierre au pouvoir, c'est en France même qu'il subira vraiment les conséquences de la dissidence politique. Il passe de longs mois en prison jusqu'à la chute du gouvernement révolutionnaire en juillet 1794, puis il sera libéré quelques mois après. Il écrit dans divers journaux de la presse parisienne d'après thermidor, il commente l'actualité politique et porte alors un regard très critique sur la Révolution, qu'il est temps de stopper.

Cependant, toujours suspect aux yeux des autorités de par son statut d'étranger, ce n'est qu'avec l'avènement de l'Empire qu'il retrouve pleinement un statut légal. Et l'invasion française en Espagne lui offre l'occasion de revenir chez lui comme fonctionnaire de Joseph 1^{er}. Il écrit alors dans la *Gaceta de Madrid*, organe de propagande officiel du camp bonapartiste.

Mais la défaite des troupes françaises en Espagne l'oblige de nouveau à prendre l'exil en 1813 avec les autres *afrancesados*, qui seront bientôt suivis de tous les libéraux chassés par le régime absolutiste de Ferdinand VII qui ne reconnaît pas la Constitution de Cadix.

Et enfin, avec le *Trienio liberal* en 1820, Marchena peut revenir passer en Espagne les derniers mois qui lui restent à vivre. Il réussit malgré son passé pro-bonapartiste à se faire accepter des libéraux et milite parmi eux. C'est à cette période que sa pensée politique acquiert sa forme la plus accomplie, José Marchena prêche pour un état constitutionnel séculier et élitiste, qui s'appuierait sur les classes moyennes aisées.

2) Structure de l'étude

On constate et on comprend que les discours de J. Marchena soient étroitement liés aux différentes circonstances géopolitiques dans lesquelles ils ont été écrits, et il est difficile de les en dissocier. Aussi, une structure chronologique a semblé être la mieux adaptée pour construire cette étude et retracer l'évolution politique de Marchena. Ce qui n'a pas empêché par la suite de trouver des thématiques transversales d'une période à l'autre servant de fil conducteur. On peut à titre d'exemple citer certains thèmes récurrents des premiers aux derniers écrits tels que la défense de la propriété privée, la séparation de la politique et de la religion, la dissociation des pouvoirs...

Schématiquement trois grandes périodes peuvent être dégagées, qui se distinguent également (autre particularité de Marchena) par l'usage soit de l'espagnol, soit du français, selon les lieux et les moments où il écrit et en fonction du public auquel il s'adresse.

De 1787 à 1792, ce qui transparait à travers tous ses textes, c'est la condamnation de l'Espagne d'Ancien régime : l'Espagne des Bourbons espagnols, une Espagne catholique, intolérante, renfermée sur elle-même et vivant encore sur le souvenir de son siècle d'Or, dépassée par le siècle des Lumières européennes. José Marchena se fait le porte-parole des philosophes européens espérant dissiper par la diffusion de leur science l'obscurantisme ambiant dans son pays. De façon sous-jacente, Marchena pose la question d'une révolution pour l'Espagne, mais sans en préciser la nature exacte. Il reste très ambigu sur le type de régime qu'il souhaiterait voir instaurer. Certains éléments dans ses discours peuvent sembler contradictoires. D'un côté, Marchena appelle à un changement radical, à l'instar de la Révolution française présentée comme modèle à suivre, et de l'autre, il prêche pour le recours à d'anciennes institutions proprement espagnoles, les Cortès, dans lesquelles il voit la renaissance possible d'un âge d'or perdu. Mais c'est là peut-être déjà la marque de son modérantisme qui par la suite va se révéler être l'essence même de son identité politique. Cette première période est interrompue en 1794 par les quelques mois de gouvernement révolutionnaire au cours desquels Marchena se retrouve en situation de dissidence politique et qu'il passe en prison, nous l'avons dit. Cette expérience sera déterminante.

En effet, de 1794 à 1808, le lecteur retrouve un José Marchena thermidorien, qui souhaite cette fois-ci la fin de la Révolution et qui finira par soutenir le premier Empire, apparemment sans peur de contradiction. Marchena écrit alors en français, ses textes s'inscrivent exclusivement dans le débat politique franco-français, on en oublierait qu'il est espagnol (il a d'ailleurs intérêt à le faire oublier du public parisien, il ne signe plus José mais Joseph Marchena). Politiquement, il s'affiche explicitement comme modéré (il est certain que son engagement préalable aux côtés des Girondins et certaines positions défendues depuis le début le laissent présager) : il rejette la tournure plébéienne prise par la Révolution entre 1792 et 1794¹, en rejetant la politique de terrorisme révolutionnaire et la tentative de démocratie sociale menée par les Montagnards sous la pression des sections sans-culottes.

La dernière grande période s'étend de 1808 à 1821. C'est, pourrait-on dire, le retour de Marchena dans le débat espagnol, de fait il rédige à nouveau en espagnol, pour le public espagnol. Il le fait d'abord en tant que bonapartiste partisan de Joseph 1^{er}, puis presque 10 ans plus tard, en tant que libéral « exalté » lors du Triennat Libéral, c'est-à-dire sous deux étiquettes *a priori* opposées. Mais malgré cette contradiction apparente, le combat politique qu'il mène et sa finalité, restent les mêmes, il les adapte seulement en fonction du contexte. Dans les deux cas il veut établir un régime constitutionnel, qui assurerait le pouvoir politique aux élites économiques et éclairées, considérées comme les seules véritables forces de progrès de la Nation. On retrouve, chez le bonapartiste comme chez le libéral les mêmes principes de base : partage du pouvoir entre les institutions exécutives, législatives et judiciaires, libertés fondamentales protégées par la loi (libertés de

¹ Du 10 août 1792, chute de la monarchie, et surtout à partir du mois de juin 1793 au cours duquel les Girondins sont évincés du pouvoir par les Montagnards sous la pression des sans-culottes, jusqu'au 9 thermidor (27 juillet 1794), chute de Robespierre.

conscience, de culte, liberté économique, protection de la propriété privée), exclusion, ou tout au moins, subordination du pouvoir religieux au pouvoir civil.

3) Objectifs et résultats escomptés :

Une des difficultés principales est, on s'en rend bien compte tout au long de son parcours, que Marchena sera porteur d'étiquettes très variables, voire contradictoires. Aussi est-il impossible de le cataloguer de façon exclusive dans un courant politique clairement défini du début à la fin :

Avant 1792, Marchena adhère complètement aux idéaux et aux réformes défendues par la philosophie des Lumières (française et anglaise essentiellement), puis s'affiche comme partisan inconditionnel de la Révolution française. Pour lui, cette révolution est en effet l'application des théories défendues par les philosophes et elle donne au peuple le plein exercice de sa souveraineté en tant que Nation. Il approuve la chute de la monarchie, il soutient la république. Marchena pourrait alors être qualifié de révolutionnaire enthousiaste, dans le sens où il est clairement en position de rupture face à l'Ancien Régime.

Après 1794, suite à la chute de Robespierre et du gouvernement dit révolutionnaire, Marchena partage la volonté générale des thermidoriens d'arrêter la révolution, l'arrêter aux principes de 1789. La Révolution devient synonyme de désordre social, d'anarchie : Marchena deviendrait alors anti-révolutionnaire. Il reste républicain mais devient modéré. De fait il l'a toujours été, mais contrairement à l'étape précédente, il défend désormais la légalité et l'ordre établi. Il refuse par exemple le suffrage universel institutionnalisé dans la Constitution de 93, il adhère à celle de 95 qui ne donne le statut de citoyen à part entière, dit citoyen actif, qu'à celui qui, selon les termes utilisés dans le texte constitutionnel, « paie une contribution directe, foncière ou personnelle ». Par conséquent, dans l'esprit du moment, le citoyen est celui qui produit de la richesse, il est socialement utile, c'est à ce titre qu'il doit être partie prenante des affaires publiques, son intérêt particulier se confond avec l'intérêt de la nation. Le petit peuple, constitué des citoyens dits passifs, doit être guidé par ses élites, sinon c'est l'anarchie, la révolution plébéienne, la terreur révolutionnaire.

Républicain, Marchena adhèrera au bonapartisme, et partisan de l'Empire, il soutiendra en 1808 Joseph 1^{er} intronisé roi d'Espagne par son frère Napoléon Bonaparte. La monarchie Joséphine lui semble être à ce moment là le régime adapté pour réaliser la réforme politique en Espagne. Monarchiste donc, Marchena n'a jamais été aussi loin de sa posture initiale de « révolutionnaire ».

Mais en 1821 se produit un ultime rebondissement, un dernier changement d'étiquette, lorsque Marchena revient définitivement en Espagne au début du Triennat libéral. Il se retrouve alors dans les camps des libéraux exaltés, cette fois-ci contre les modérés, bannière dont il se réclamait pourtant précédemment. A nouveau « extrémiste » donc, à nouveau en rupture avec l'ordre établi, il n'en soutient pas moins les mêmes idées, le même idéal : un Etat constitutionnel bâti sur la raison humaine, contre l'arbitraire et le fanatisme, un pouvoir souverain représentant l'intérêt général contre tout pouvoir tyrannique agent d'intérêts

particuliers illégitimes, qu'il s'agisse ceux des classes privilégiées socialement inutiles ou ceux de la plèbe inculte.

On constate le problème posé par la relativité de la terminologie, changeante en fonction du contexte. Mais on voit aussi, et c'est un des objectifs de cette étude que de le mettre en évidence, que malgré la contingence des événements qui amène Marchena à épouser des causes parfois contradictoires en apparence, on retrouve finalement tout au long de ce parcours certaines constantes dans sa pensée politique nous permettant finalement de classer Marchena parmi les précurseurs du libéralisme espagnol. Il y a d'une part, l'idée d'Etat constitutionnel construit sur la loi humaine par les élites intellectuelles et économiques de la Nation, d'autre part, l'attachement aux libertés fondamentales, et en priorité parmi celles-ci, la liberté de conscience et le droit à la propriété privée.

A partir de là, on pourra également montrer comment Marchena pose bon nombre des questions qui feront naître l'Espagne contemporaine dans sa difficulté à se construire comme Etat nation : beaucoup des problèmes qu'il soulève resteront d'actualité et feront débat tout au long des XIX^{ème} et XX^{ème} siècles : quelle forme donner à l'Etat (centraliste ou non) ? quel statut pour la religion ? l'ouverture à l'Europe est-elle la seule voie de réforme possible ?...

De plus, on remarque l'influence des modèles politiques et culturels étrangers dont Marchena se sert pour construire l'image d'une Espagne idéale, c'est une autre dimension transversale à toute son œuvre du début à la fin. En effet, sa pensée est bâtie sur une culture réellement internationale, ancrée à la fois dans le passé, Marchena est pétri de culture classique, et dans l'actualité, il ne cesse de citer les plus grands auteurs contemporains européens et américains du moment. Il ne cite en revanche que très peu de références proprement espagnoles, si ce n'est, le plus souvent, pour les dénigrer et détruire en quelque sorte l'Espagne traditionnelle. Ainsi donne-t-il globalement le sentiment de ne concevoir le salut de l'Espagne que par l'élimination de son passé, qu'il condamne comme rétrograde, et prêche pour l'adoption de modèles étrangers (français, anglais, américain, antique). En d'autres occasions, plus rares, par réelle conviction ou peut-être pour ne pas froisser son public espagnol, il en appelle au contraire au retour d'anciennes institutions, les Cortès, ou s'en remet aux élites traditionnelles, comme incarnation d'une identité espagnole véritable. Ici nous nous situons pleinement dans la problématique des transferts interculturels entre images nationales qui est celle du CRINI, et qui, de par la trajectoire biographique et politique de Marchena, rentre pleinement dans le cadre de cette étude.

On pourrait dire, pour conclure sur ce point, que les textes de Marchena semblent permettre au lecteur d'entrer dans un des débats essentiels de l'Espagne contemporaine, un débat identitaire : se définir en tant que nation européenne, moderne et souveraine, en préservant, ou non, une identité originale.

II Constitution d'une bibliographie et d'un corpus de textes scientifiquement fiables.

1) Le corpus de textes

Rassembler les textes de José Marchena représentait une difficulté particulière, ses écrits ayant été publiés, comme nous l'avons vu, en des lieux et des moments très divers, tantôt en espagnol, tantôt en français. Il n'existe pas de publication intégrale et unique de ses textes.

Dans le cadre de cette étude, nous nous sommes limités aux textes politiques et aux essais sur divers sujets, tels que l'éducation, la théologie ou l'histoire de la littérature. L'oeuvre strictement littéraire (poésie, théâtre et traductions essentiellement) est écartée sauf pour certains, qui sont des textes ancrés dans le contexte politique, comme ils le sont souvent chez Marchena².

Les textes écrits en espagnol ont tous été publiés :

Il faut d'abord évoquer Marcelino Menéndez Pelayo³, et son *Obras literarias de don José Marchena*. Il est le premier à avoir rassemblé l'essentiel de son oeuvre en espagnol, ainsi que quelques traductions de ses textes français et à avoir écrit une biographie critique globale. Celle-ci est très marquée idéologiquement. Menéndez Pelayo classe Marchena parmi les "écrivains hétérodoxes", c'est à dire non conformes à ce que devait être à ses yeux une oeuvre authentiquement espagnole, une oeuvre qui ne soit pas pervertie comme l'était Marchena par les idées philosophiques et révolutionnaires en provenance d'Europe. Marchena devait servir comme un exemple, à ne pas suivre, de cette acculturation qu'avait eue à subir l'Espagne. Nous nous situons dans les années 40, le franquisme cherche à rebâtir l'identité nationale espagnole sur ses valeurs traditionnelles. Cependant cette étude constitue la première approche d'ensemble de l'oeuvre de Marchena. Elle est très complète et reste à ce titre une référence incontournable dans sa bibliographie.

Plus récemment, en 1985, Fernando Díaz Plaja a publié un nouveau recueil des textes de José Marchena⁴, mais incomplet et sans information très détaillée sur les sources utilisées. En revanche, Juan Francisco Fuentes a fait avancer la recherche sur Marchena en republiant son oeuvre espagnole en prose dans une édition très rigoureusement documentée⁵. De plus, dans la biographie politique de Marchena qu'il a écrite parallèlement⁶, Juan Francisco Fuentes rompt définitivement avec l'image du révolutionnaire boutefeu longtemps associée à Marchena, il met en

² On peut évoquer par exemple : « Oda a la revolución francesa », in *si no hubiera esclavos, no habría tirano. Proclamas, artículos y documentos de la revolución española (1789- 1837)* ; Madrid, Ediciones El museo Universal, 1988, édité par Juan Francisco Fuentes.

³ MENENDEZ PELAYO, Marcelino, *Obras literarias de don José Marchena, recogidas de manuscritos y raros impresos, con un estudio crítico-biográfico*, Sevilla, 1892-1896, 2 vols

⁴ DIAZ PLAJA, Fernando, *Obra en prosa del abate Marchena*, Alianza Editorial, Madrid, 1985.

⁵ MARCHENA, José ; *Obra española en prosa (Historia, política, literatura)*, edición a cargo de Juan Francisco Fuentes, Madrid, clásicos del pensamiento político y constitucional español, Centro de Estudios Constitucionales, 1991.

⁶ FRANCISCO FUENTES, Juan, *José Marchena, biografía política e intelectual* ; Barcelona, Editorial Crítica, 1989, 334pgs

évidence son profil de libéral modéré. C'est donc à partir de cette publication essentiellement que nous avons choisi de travailler pour les textes espagnols de Marchena.

Quant aux textes écrits en français, il a été plus délicat de les rassembler. Ils ont été publiés de façon très parcellaire et incomplète : Menéndez Pelayo en traduit quelques-uns dans son édition. Fuentes traduit également certains passages dans sa biographie de Marchena (*José Marchena, biografía intelectual y política*). Cependant, J.F. Fuentes fait un relevé très exhaustif de tous les textes français, en resituant chacun dans son contexte et en indiquant les centres de ressources (Archives Nationales et BNF essentiellement) et les cotes nécessaires pour le chercheur qui veut les retrouver. Aussi l'essentiel des textes français rassemblés pour cette étude viennent de la B.N.F. où la plupart des documents relevés par Fuentes sont effectivement accessibles.

Finalement, le corpus rassemblé et utilisé dans ce travail n'est pas totalement complet mais il recouvre toute la vie de Marchena. Chacune des grandes étapes de son parcours politique y est largement représentée, ce qui permet de faire une analyse d'ensemble de l'œuvre de Marchena, sur des bases documentaires solides.

2) La bibliographie et difficultés de son interprétation.

En tenant compte à la fois de la période historique que traverse José Marchena et de ce que fut son parcours biographique et politique, oscillant entre l'Espagne et la France, les recherches bibliographiques se sont concentrées autour des quatre grandes orientations suivantes :

- L'Espagne au XVIII^{ème} siècle, la philosophie des Lumières, les influences européennes et les spécificités espagnoles.
- La Révolution française.
- La Guerre d'Indépendance, les *afrancesados*
- La Constitution de Cadix, le Triennat libéral, le libéralisme espagnol.

Il ne s'agit pas ici de commenter en détails chacun de ces points, mais d'attirer l'attention sur ce qui nous semble être une des difficultés majeures de la recherche bibliographique : son interprétation. Prenons l'exemple de la Révolution française qui était certainement, pour un doctorant hispaniste de formation, la période la plus problématique. Il était indispensable de bien connaître le déroulement des événements et les différents courants d'idées qui s'y sont affrontés afin de déchiffrer et d'interpréter sans contresens les différentes prises de position de Marchena. D'autant plus que comme nous l'avons vu c'est une période clef dans le parcours politique de notre personnage : c'est à ce moment-là qu'il définira les limites à donner au processus révolutionnaire, c'est là que se dessine clairement son profil de modéré.

En se plongeant dans la période, on peut constater que les débats politiques ayant eu cours pendant la Révolution étaient en fait assez proches des débats actuels. C'est donc un sujet sur lequel il est difficile de rester objectif, et de fait

on s'en rend facilement compte à la lecture des différents historiens qui traitent le sujet. La nécessité de confronter des points de vue opposés pour se garantir une analyse la plus neutre possible s'est vite imposée. Pour illustrer ce fait une des dates les plus emblématiques est peut-être celle du 10 août 1792, c'est-à-dire la prise des Tuileries qui marque la chute de la Monarchie. Cet événement suscite un vif débat d'idées entre les historiens, il devient alors difficile au chercheur débutant de comprendre et d'interpréter l'événement sans tomber dans le piège du parti pris.

Pour Marchena, le 10 août 1792 est à la fois un événement heureux et malheureux : heureux parce que c'est la fin définitive d'un pouvoir non constitutionnel, celui du roi de droit divin, et donc non légitime du point de vue de la souveraineté nationale. Malheureux parce que, de son point de vue, c'est le moment où la Révolution devient une révolution plébéienne et non plus constitutionnelle, limite qu'elle n'aurait pas dû franchir. Le 10 août voit en effet la naissance de la Commune de Paris et des sections sans - culottes, pouvoirs parallèles et concurrents à la légalité incarnée par l'Assemblée.

C'est un point de vue politiquement engagé qui le positionne clairement sur une ligne modérée et que tous les contemporains de Marchena ne partageaient pas. Mais on se rend compte que les historiens, même avec le recul du temps et de l'analyse, reproduisent finalement le même débat. On voit se dessiner entre eux les mêmes lignes de fracture quasi idéologiques :

D'une part, Jean Tulard et François Furet par exemple, insistent sur l'idée d'arbitraire révolutionnaire. Pour eux, à partir du 10 août, la légalité du processus législatif entamé en 1789 n'est plus respectée, il y a rupture, la révolution ne se fait plus par la loi à l'Assemblée mais dans la rue par la violence⁷.

Pour Albert Soboul au contraire, le 10 août est la continuité et, plus encore, l'aboutissement de la révolution qui jusque-là était encore incomplète. C'est l'entrée des citoyens passifs sur la scène politique que la constitution de 91 avait laissés de côté en limitant le jeu démocratique au suffrage censitaire et en menant une politique essentiellement en faveur de la haute bourgeoisie et des notables⁸.

⁷ Jean Tulard écrit : « Jusqu'au 10 août 1792, la violence a toujours eu pour contrepoids le souci de respecter les apparences légales. Mais voici que l'intrusion d'une Commune insurrectionnelle de Paris dans le cours des événements, commune qui, sans autre légitimité que celle de la force, n'hésite pas à intervenir politiquement, non seulement dans la capitale mais aussi en province, fait brusquement basculer la Révolution du monde des robins dans celui des sans-culottes ». TULARD J. ; FAYARD J.-F ; FIERRO A. *Histoire et Dictionnaire de la Révolution française 1789-1799*, Paris, Edition Robert Laffont, Collection « Bouquins », 1997 (1^{ère} ed. 1987), 1205pgs. p100.

De son côté François Furet écrit : « La période qui suit le 10 août et qui précède la réunion de la convention (21 décembre) est marquée par une dualité de pouvoir : Paris et l'Assemblée. Le pouvoir légal de la Législative, qui n'a plus qu'un mois à vivre, est balancé par la dictature urbaine d'une Commune insurrectionnelle née du 10 août. Le mouvement sectionnaire parisien a trouvé son interprète, et sa pression constante force l'Assemblée à avaliser une politique qui préfigure la Terreur. » (La Révolution Française, FURET, François, p.198-200, tome I)

⁸ « Le trône était renversé. Mais avec lui sombrait aussi le parti feuillant, c'est-à-dire cette noblesse libérale et cette haute bourgeoisie qui avait contribué à déclencher la Révolution, puis tenté, sous la direction de La Fayette d'abord ; ensuite du Triumvirat, de la diriger et de la

Les deux visions qui s'affrontent sont toutes deux solidement argumentées. Mais on remarque la difficulté qu'il y a à construire une vision historique sur un événement donné qui ne soit pas connotée positivement ou négativement, que ce soit pour la Révolution française ou pour n'importe quel autre événement. On pourrait, dans la même optique et dans le cadre de cette même étude, évoquer les différents traitements faits par les historiens (espagnols et non espagnols) de la guerre d'Indépendance contre Napoléon. On peut bien sûr avoir un avis sur la question traitée, et certainement est-ce inévitable. Mais il faut, autant que possible en avoir conscience au moment où l'on s'appuie sur tel ou tel auteur, et tâcher de rendre compte de la pluralité des points de vue. C'est la démarche qui autant que possible a été suivie ici dans l'élaboration et l'utilisation de la bibliographie.

modérer. Quant au parti girondin qui s'était compromis avec la Cour et s'était efforcé d'arrêter l'insurrection, il ne sortait pas grandi d'une victoire qui n'était pas la sienne. Les citoyens passifs, au contraire, artisans et boutiquiers, entraînés par Robespierre et les futurs Montagnards, étaient entrés avec éclat sur la scène politique. L'insurrection du 10 août 1792 fut nationale au plein sens du terme. Les Fédérés des départements, méridionaux et bretons, eurent un rôle prépondérant dans la préparation et le déroulement de cette journée. Plus encore, les barrières sociale et politique qui fragmentaient la nation, tombaient. » SOBOUL, Albert, *La Révolution française*, Paris, Gallimard, collection Tel, 1981 pp. 244-245

III Interprétation des documents sources.

1 Intentionnalité et implicites : élucidation du contexte.

La confrontation de ces analyses, parfois divergentes, peut contribuer à éclaircir le contexte dans lequel Marchena écrit. Et en effet, pour éviter les erreurs d'interprétation, chaque document doit être resitué dans son contexte. Marchena, d'une situation à une autre, peut parfaitement tenir des propos en apparence contradictoires. Pour cet exercice de déchiffrement et d'interprétation, les biographies écrites sur notre auteur (celle de Juan Francisco Fuentes essentiellement) et la lecture des différents historiens ayant écrit sur la période⁹ joue un rôle de premier ordre, en prenant les précautions évoquées dans le paragraphe précédent.

Ce travail a été particulièrement important et délicat pour la période révolutionnaire. Marchena s'adresse à un public au fait des événements récents. Il ne s'attarde pas à expliciter tous les éléments auxquels il fait allusion, ses textes s'inscrivent dans les polémiques politiques du moment, il n'a pas le souci d'explication scientifique comme ce peut être le cas dans certains essais ou autres discours plus didactiques qu'il écrit par ailleurs. En particulier il énonce des dates sans en préciser l'année, ses articles, publiés dans la presse quotidienne ou hebdomadaire¹⁰ sont inscrits dans l'actualité du moment.

Par exemple, Marchena évoque très souvent la « loi du 17 septembre » : il s'agit de la loi dite loi des suspects du 17 septembre 1793, emblématique de la Terreur politique menée par le gouvernement révolutionnaire de Robespierre qu'il n'a cessé de dénoncer. Adoptée en plein soulèvement fédéraliste (auquel Marchena prit part), cette loi donnait une définition très large de la notion de suspect qui faisait que l'on en devenait facilement la victime. Elle établissait des comités de surveillance dans chaque arrondissement, chargés d'établir une liste desdits suspects et de décerner contre eux des mandats d'arrêt et de poser des scellés sur leurs papiers. Elle est pour Marchena le symbole de l'arbitraire révolutionnaire qu'il voulait combattre.

Une deuxième démarche a consisté à vérifier, confirmer ou relativiser certains propos tenus par José Marchena, en les confrontant aux analyses des historiens.

Marchena écrit par exemple, en parlant de la révolte du 10 août et de la chute de la monarchie qu'elle n'avait « fait qu'effectuer la séparation de matières

⁹ Pour ce qui est de la Révolution française, le *Dictionnaire de la Révolution*, évoqué plus haut, constitue un manuel de travail très performant en mettant à la disposition plusieurs outils de recherches très utiles tels que, outre le récit et l'analyse des événements proprement dits, des chronologies détaillées qui mettent en parallèle les calendriers chrétiens et révolutionnaires, un index des noms propres et des notions relatifs à la Révolution et enfin une bibliographie très complète également.

¹⁰ *Les Nouvelles politiques*, *Le Batave* ; *Le Censeur des journaux* ; *La Tribune politique* ; *Le Spectateur français* ; par exemple, sont certaines des revues dans lesquelles il écrit entre 1795 et 1797.

hétérogènes que les constituants avaient voulu liés ensemble ». Il regrettait la tournure prise par la Révolution à ce moment là, mais considérait l'avènement de la République comme inéluctable. La Monarchie Constitutionnelle de 1791, qui tentait d'arbitrer un conflit entre des forces irréconciliables, était vouée à l'échec. Pour lui, la République devait offrir à la France le compromis politique entre toutes les franges de la société française, elle avait vocation à devenir une forme universelle de gouvernement. Au contraire, la monarchie, même constitutionnelle, ne pouvait que produire le mécontentement de part et d'autre, les absolutistes souhaitant le retour de l'Ancien régime, les républicains étaient désireux d'en finir complètement avec la monarchie. De plus, elle laissait subsister un pouvoir illégitime, c'est-à-dire un pouvoir n'émanant pas de la souveraineté nationale : le monarque et son droit de veto contre les décisions de l'assemblée législative.

On se rend compte que de nombreux historiens confirment dans leurs analyses le discours de Marchena. Albert Soboul explique la chute la Monarchie constitutionnelle de 91 parce qu'elle était soumise à des poussées contradictoires¹¹. D'un côté se manifestait une opposition réactionnaire au nouvel état des choses, et de l'autre il y avait des tensions internes au sein du Tiers Etat, la politique d'inspiration bourgeoise menée par l'assemblée ne pouvait satisfaire les classes populaires de plus en plus politisées et actives dans le débat. La liberté économique, cheval de bataille de la nouvelle classe au pouvoir et résultat de l'abolition des privilèges, profite essentiellement à la bourgeoisie et à la paysannerie déjà possédante. Sutherland¹² abonde dans le même sens, en écrivant que la politique de la Constituante ne sert que les intérêts d'une minorité et réduit par là même la base susceptible de la soutenir. L'abolition des privilèges ne signifia pas pour la majorité l'allègement des charges fiscales, et il insiste sur la frustration des petits paysans devant leur incapacité à racheter les droits féodaux se trouvant à nouveau dans une situation de dépendance, cette fois face à une nouvelle classe de propriétaires. Les tensions sont multiples, et chaque groupe, devenu conscient politiquement, veut défendre ses intérêts.

La chute de la monarchie le 10 août 1792 serait en fait la faillite d'un équilibre bourgeois impossible. C'est ainsi que le mouvement populaire sans-culotte fait son entrée en politique, incarné par la Commune de Paris, contre-pouvoir effectif face à l'assemblée de composition fondamentalement bourgeoise. La Convention, nouvelle assemblée, chargée de rédiger la première constitution républicaine, sera constamment soumise à la pression sans-culotte, relayée

¹¹ « Tandis que l'aristocratie s'enfermait dans son refus opiniâtre de toute concession, rendant impossible la solution de compromis à nouveau esquissée par le triumvirat Barnave, Du Port, Lameth, l'appel à l'étranger devenu manifeste et la crainte de l'invasion redonnaient force et vie dans la mentalité populaire à l'idée du complot aristocratique. Le problème national passait peu à peu au premier plan, contribuant à l'aggravation des tensions sociales au sein même de l'ancien Tiers Etat et ruinant le fragile équilibre sur lequel la bourgeoisie censitaire avait fondé son pouvoir. » in SOBOUL, Albert, *La Révolution française*, Paris, Gallimard, collection Tel, 1981, p. 213.

¹² SUTHERLAND Donald, *France 1789-1815 : Revolution and Counter-Revolution*, présenté par Jacques SOLÉ in *La Révolution en questions*, Paris, Editions du Seuil, collection Points Histoire, 1988, pp 114-115.

politiquement en son sein par les députés montagnards, qui seront tantôt les instruments, tantôt les manipulateurs de ce mouvement populaire.

C'est sur cet aspect que Marchena critique beaucoup plus sévèrement la journée du 10 août. S'il salue la chute de la monarchie, il déplore au contraire l'intrusion dans la vie politique de nouveaux acteurs qui ont un comportement hors la loi et « voyou », débordant le cadre des institutions préalablement définies et ne cherchant à servir que leurs intérêts de classe. Marchena parle d'anarchie, Furet et Tulard, d'illégalité.

On voit ici que la confrontation du discours de Marchena aux analyses des différents historiens nous aide à comprendre ses différentes prises de position et en particulier permet de mettre en évidence son profil de libéral modéré.

2 Terminologie : relativité du sens.

L'élucidation du contexte se révèle également de première importance quand il s'agit de lever certains problèmes de terminologie et d'éviter certains contre-sens qui peuvent se révéler catastrophiques dans l'interprétation des textes.

On remarque par exemple fréquemment l'ambivalence de nombreux termes utilisés par Marchena qui, selon les circonstances, peuvent être connotés tantôt positivement, tantôt négativement.

Le cas le plus éloquent est certainement celui du mot *révolution* lui-même. Le terme est utilisé positivement chez Marchena tout au long de la première période, il écrira par exemple une « *Ode à la Révolution française* »¹³. Dans son appel "*A nación española*", il encense une révolution "sublime qui a proclamé les droits de l'Homme" et "détrôné la superstition et la tyrannie", une révolution qui est appelée à étendre ses bienfaits au-delà de ses frontières, au sud des Pyrénées, naturellement¹⁴.

Après thermidor, la vision de la révolution devient tout autre : "*La révolution a épuisé ses forces à tyranniser le peuple français ; quand elle a voulu gouverner selon la justice, elle s'est retrouvée languissante et décrépite*"¹⁵. Le terme de « révolution » est ici associé à l'idée de tyrannie quand au par avant il servait à Marchena à exalter les droits de l'Homme. Un peu plus loin dans le même texte, la révolution devient synonyme de trouble, d'anarchie : « *Par malheur ceux qui*

¹³ "Oda a la revolución francesa" ; "J. Marchena al ciudadano Lebrun ministro de asuntos exteriores de la República francesa", publié par FUENTES, Juan Francisco ; in : *Si no hubiera esclavos no habría tiranos. Proclamas, artículos, y documentos de la revolución española (1789-1837)* ; Madrid, Ediciones El museo Universal, 1988, pp.1-5.

¹⁴ "*Esta revolución sublime ha proclamado solemnemente los derechos eternos de la humanidad, que ha derribado de su trono de oro la superstición y la tiranía para colocar sobre él la igualdad y la razón, no limitará sus benéficas influencias al estrecho recinto de la nación francesa ; ¡eh!, ¿quién puede detener los procesos de una hoguera inmensa rodeada en torno de materias combustibles ?*" "*A la nación española*" in MARCHENA, José ; *Obra española en prosa (Historia, política, literatura)*, edición a cargo de Juan Francisco Fuentes, Madrid, clásicos del pensamiento político y constitucional español, Centro de Estudios Constitucionales, 1991.

¹⁵ In *Quelques réflexions sur les fugitifs français depuis le 2 septembres an III (1794-95)*, texte imprimé, 15 pgs, B.N.F., (JF Fuentes, dans sa biographie politique de Marchena, p. 125, situe le texte début juillet 1795).

concourent au succès de cette journée ne se souciaient guère de républicaniser la France, ils ne voulaient que la révolutionner, c'est-à-dire, bouleverser le régime pour s'enrichir dans le trouble »¹⁶.

On constate par ailleurs, autre difficulté, l'association fréquente de certains termes qui renvoient chacun à des notions ou à des réalités antinomiques, par exemple, lorsqu'il s'en prend à la figure de Robespierre : « *Robespierre était à la liberté ce que serait à la religion un grand inquisiteur athée* »¹⁷. Il associe à Robespierre, grande figure d'un athéisme d'Etat et promoteur du culte de l'« Etre suprême », l'image de l'inquisiteur, personnage représentant de l'Eglise. La politique de Terreur révolutionnaire est contraire aux intérêts de la nation souveraine et s'apparente à la pire des tyrannies d'Ancien régime, même si les agents en sont différents (voire opposés) : le despote gouvernait pour asseoir son pouvoir, au mépris de l'intérêt général, de même les masses populaires, incultes et inaptés à la politique, ne se préoccupaient que de leur promotion sociale, faisant illégalement pression sur les institutions de l'Etat, par la violence, pour arriver à leurs fins. Et quand l'Etat manipule cette violence, elle devient violence d'Etat, ce que dénonce Marchena ici dans une France républicaine tout juste sortie de la Terreur révolutionnaire, comme il dénonçait en Espagne la violence de l'Etat monarchique et de l'Inquisition.

On retrouve le même type d'ambiguïté lorsque, souvent, il récuse le « despotisme de la populace ». Il écrit par exemple, à propos du 30 mai 1793 (qui marque le début du soulèvement sans culotte et qui mènera à l'éviction des Girondins de la Convention ainsi qu'à l'établissement du Gouvernement révolutionnaire de Robespierre) que « *La constitution du 31 mai a été jugée, le peuple français a repoussé avec indignation ce présent funeste, qui sous prétexte de souveraineté du peuple constituait le despotisme de la populace* »¹⁸. Ici, il associe la notion de despotisme, l'exercice d'un pouvoir arbitraire par une minorité, à la « plèbe », autrement dit le petit peuple, c'est-à-dire dans les faits, la majorité de la population française à l'époque. Et il oppose l'idée de peuple à celle de populace. En effet, dans l'esprit de Marchena derrière l'image de peuple se cache en fait l'élite éclairée qui encadre la plèbe pour l'intérêt général. Car cette dernière, quand elle n'est pas encadrée de la sorte, irrémédiablement cède au fanatisme, fanatisme politique des sans-culottes dans les faubourgs de Paris, ou fanatisme religieux dans l'Espagne en guerre contre Joseph 1^{er}. Dans les deux cas pour Marchena, le peuple, sans ses élites, n'est que la populace aveugle.

Une autre difficulté dans l'interprétation vient de la relativité des étiquettes attribuées à Marchena en fonction des regards portés et des situations dans lesquelles il se trouve. Comme nous l'avons évoqué, Marchena a longtemps été considéré par la critique espagnole comme un révolutionnaire extrémiste d'une

¹⁶ Ibidem.

¹⁷ Ibidem.

¹⁸ « Point de gouvernement révolutionnaire » (ou « Observation sur le projet présenté par Thibaudeau »), texte imprimé, 26 avril 1795, séance du 7 floréal an III, 8 pgs., B.N.F.

part, et d'autre part selon le contexte, il se retrouve dans des camps politiques qui peuvent être opposés.

Mais, lorsque l'on regarde son parcours dans l'ensemble, c'est plutôt l'image du modéré qui s'impose. Et on peut le déceler dès sa première période, pourtant plutôt très favorable à la révolution. Par exemple dans son discours à la Nation espagnole déjà cité plus haut, il loue la Révolution française, mais il ne prône pour l'Espagne qu'une réforme dans le respect, écrit-il, des « justes privilèges » : *La ignorancia más crasa de los principios fundamentales de la formación de vuestras Cortes es la que puede hacer temer a la nobleza la destrucción de sus distinciones, al clero de sus privilegios no abusivos y a la corona de sus justas prerrogativas. En vano los ignorantes o los mal intencionados os asustan con el ejemplo de Francia ; los estados generales de esta nación no tenían regla fija ni límites invariables, y vuestras Cortes los tienen, bien señalados. La Francia necesitaba de una regeneración ; la España no necesita más que de una renovación.*¹⁹ Il en appelle au rassemblement des Cortès, comme il fera en 1808 ainsi qu'en 1821. On perçoit donc la cohérence et la logique qui sous-tendent tout le trajet politique de Marchena, qui adapte ses discours aux circonstances mais qui garde le même objectif : la création d'un Etat constitutionnel et souverain en Espagne.

Conclusion

Nous nous sommes efforcés de montrer ce qui constitue à nos yeux, l'intérêt historique de notre personnage. José Marchena se trouve à la charnière de deux époques. Sa pensée politique semble être un long cheminement : Marchena part de la philosophie des Lumières européennes, qu'il pousse jusqu'à ses conséquences extrêmes, la Révolution, pour déboucher finalement sur un modérantisme politique, précurseur du libéralisme politique et économique. Cette doctrine ou ce courant d'idées, comme on voudra, traversera les 19 et 20^{ème} siècles en Espagne et en Europe jusqu'à nos jours. Ainsi ses idées offrent au lecteur des éléments d'interprétation pour analyser l'Espagne actuelle, qui est le résultat de cette histoire contemporaine.

Au plan méthodologique, nous avons voulu mettre évidence les points qui nous semblent être incontournables en matière de recherche à savoir, d'une part, la nécessité (et la difficulté) de rassembler un corpus de documents qui soit scientifiquement valable pour servir de base à la construction de notre étude, et d'autre part, l'enjeu que constitue les modes d'interprétations de ce corpus et de la bibliographie. Nous avons évoqué les stratégies mises en place en la matière. On pourra retenir que c'est finalement la confrontation des points de vue, celui de Marchena avec ceux de ses contemporains ou avec les historiens, ou bien encore, ceux des différents historiens entre eux, qui constitue pour le chercheur une des garanties majeures, bien qu'imparfaite, de scientificité dans son travail.

¹⁹ In *A la nación española* ; op. cit.

BIBLIOGRAPHIE SOMMAIRE

Publications des textes de Marchena :

- DIAZ PLAJA, Fernando, *Obra en prosa del abate Marchena*, Alianza Editorial, Madrid, 1985.
- FUENTES, Juan Francisco ; "Oda a la revolución francesa" ; "J.Marchena al ciudadano Lebrun ministro de asuntos exteriores de la República francesa" in : *Si no hubiera esclavos no habría tiranos. Proclamas, artículos, y documentos de la revolución española (1789-1837)* ; Madrid, Ediciones El museo Universal, 1988, pp.1-5.
- MARCHENA, José ; *Obra española en prosa (Historia, política, literatura)*, edición a cargo de Juan Francisco Fuentes, Madrid, clásicos del pensamiento político y constitucional español, Centro de Estudios Constitucionales, 1991.
- MENENDEZ PELAYO, Marcelino, *Obras literarias de don José Marchena, recogidas de manuscritos y raros impresos, con u estudio crítico-biográfico*, Sevilla, 1892-1896, 2 vols.

Etudes critiques sur José Marchena :

- "MARCHENA (Joseph)" in *Bibliographie nouvelle des contemporains ou dictionnaire historiques et raisonné de tous les hommes qui, depuis la révolution française ont acquis de la célébrité par leurs actions, leurs écrits, leurs erreurs ou leurs crimes, soit en France, soit dans les pays étrangers*, Paris, à la librairie historique, hôtel d'Aligre, 1823, pgs 407-408.
- DÍAZ-PLAJA, Fernando ;
. *El abate Marchena, su vida, su tiempo, su obra* ; Diputación Provincial de León - Universidad de León, 1985.
- FUENTES, Juan Francisco :
. *José Marchena, biografía política e intelectual* ; Barcelona, Editorial Crítica, 1989, 334pgs.
. "Marchena "anarquista". Liberalismo exaltado y jacobinismo en el Trienio Liberal" in *Revista de história das ideias* : "A revolução e a Península Ibérica", n°10, Coimbra, 1988, pp.307-319

Contexte historique

- AYMES, Jean-René ; *Ilustración y Revolución francesa en España*, Lleida, Eitorial milenio, 2004
- AYMES, Jean-René (Editeur) ; *L'image de la France en Espagne pendant la seconde moitié du XVIII° siècle*, Paris, colección "Ensayo e investigación, Presses de la Sorbonne Nouvelle e Instituto de Cultura "Juan Gil Albert", 1996, 349pgs.
- MORANGE, Claude, *La révolution française, ses conséquences et les réactions du public en Espagne*, Paris, "Les belles lettres", 1989.
- FURET, François ;

La Révolution Française, Paris Hachette, collection Pluriel, 1988 (2 tomes)

La Révolution en débat, Paris, Gallimard, collection Folio/histoire, 1999,
195 pgs.

SOBOUL, Albert, *La Révolution française*, Paris, Gallimard, collection Tel,
1981, 606 pgs.

TOUCHARD, Jean, *Histoire des idées politiques*, Paris, col. Thémis, sciences
politiques, dirigée par Maurice Duverger, Ed. Presse Universitaires
Françaises, 14^{ème} édition 1998 (1^{ère} édition, 1958), 2 tomes, 870 pgs.

GINER, Salvador, *historia del pensamiento social*, Barcelona, Ariel Historia, (1^{ère}
ed. 1967), février 2002, 784 pgs

Historiographie.

BRAUDEL, Fernand, *Ecrits sur l'histoire*, Paris, Flammarion, coll. Champs, 1969.

PROST, Antoine, *Douze leçons sur l'histoire*, Paris, éditions du Seuil, collection
Points Histoire, 1996, 329 pgs

MORADIELLOS, Enrique, *El oficio de historiador*, Madrid, Siglo veintuno de España
editores, 1999 (ter. Ed), 162